



Communauté d'Agglomération  
**Bassin d'Arcachon Sud**

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON  
SUD DU 5 NOVEMBRE 2020 À 15 H**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-243300563-20201105-DEL-2020-11-109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/11/2020

Affichage : 09/11/2020

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS



L'AN DEUX MILLE VINGT, le 5 NOVEMBRE à 15h, LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, dûment convoqué le 30 octobre 2020, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 44

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

May ANTOUN (de la délibération n° DEL-2020-11-104 à la délibération n° DEL-2020-11-122), Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Jean-François BOUDIGUE, Jacques CHAUVET, Valérie COLLADO (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-121), Bernard COLLINET, Patrick DAVET, Valentin DEISS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, François DELUGA (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-121), Karine DESMOULIN, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Anne ELISSALDE, Yves FOULON (jusqu'à la délibération n° DEL-2020-11-110), Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Christelle JECKEL, Tony LOURENÇO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIÉ, Marc MURET, Xavier PARIS, Marielle PHILIP, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES, Paul SCAPPAZZONI

**ABSENTS REPRÉSENTÉS, conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Georges AMBROISE a donné pouvoir à Gérard SAGNES  
Geneviève BORDEDEBAT a donné pouvoir à Sophie DEVILLIERS  
Chantal DABÉ a donné pouvoir à Evelyne DONZEAUD  
Philippe DE LAS HERAS a donné pouvoir à Karine DESMOULIN  
Yves FOULON a donné pouvoir à Patrice BEUNARD (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-111)  
Yves HERSZFELD a donné pouvoir à May ANTOUN  
Catherine OTHABURU a donné pouvoir à Éric BERNARD  
Bruno PASTOUREAU a donné pouvoir à Dominique POULAIN  
Cyril SOCOLOVERT a donné pouvoir à François DELUGA

**ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :**

Valérie COLLADO (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-122)  
François DELUGA (à partir de la délibération n° DEL-2020-11-122)

**ABSENT(S) :**

May ANTOUN (pour la délibération n° DEL-2020-11-123)  
Isabelle DEVARIEUX

**ÉTAIENT ÉGALEMENT PRÉSENTS :**

Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services par intérim  
Patrick LABRUE, Directeur de Cabinet

**Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Valentin DEISS est désigné comme Secrétaire de séance et Karine DESMOULIN comme Secrétaire adjointe



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

**RAPPORTEUR : François DELUGA**

**N° DEL-2020-11-109**

**OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE  
PLAN LOCAL D'URBANISME À LA COBAS  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 136 DE LA LOI ALUR DU 24 MARS 2014**

Mes Chers Collègues,

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) a posé le principe d'un transfert automatique de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), en élargissant une telle compétence aux communautés de communes et communautés d'agglomération.

La loi ALUR est ainsi venue modifier les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5216-5 relatif aux compétences de la communauté d'agglomération.

Parmi les raisons mises en avant pour favoriser les PLU intercommunaux (PLUi), il figure notamment le fait d' « assurer une meilleure cohérence des problématiques d'urbanisme, d'habitat, de déplacement, d'environnement » et de « mettre en œuvre une réflexion commune sur la distribution des équipements, des services, des équilibres territoriaux ».

Le mécanisme de transfert et les conditions liées sont fixés par les dispositions en vigueur de l'article 136-II de la loi ALUR, qui prévoit que (...) *si, à l'expiration du délai de 3 ans à compter de la publication de la loi ALUR (soit dès le 27 mars 2017), la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du Président de la communauté consécutive au renouvellement général des Conseils Municipaux et Communautaires - soit le 1<sup>er</sup> janvier 2021, sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent.*

Nota : l'article 136 est reproduit intégralement en annexe 1 de la présente délibération.

C'est dans ce contexte réglementaire qu'il vous est soumis la question du transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la COBAS.

**CONSIDÉRANT :**

Que la COBAS (66 420 habitants – Insee 2017), regroupant les communes d'Arcachon (11 284 habitants), La Teste de Buch (26 078 habitants), Gujan-Mestras (21 152 habitants), et Le Teich (7 906 habitants), a été créée le 7 décembre 2001. Soit antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ALUR (pour rappel le 26 mars 2014) ;

Qu'à ladite date d'entrée en vigueur de la loi ALUR, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme était - et demeure - détenue par les quatre communes précitées ;



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

Que la commune de Gujan-Mestras (remplissant les conditions précitées) s'était déjà opposée à un tel transfert de compétence, par délibération du Conseil Municipal n° 2014-126 du 24 avril 2014 ;

Que la commune de La Teste de Buch s'était pareillement opposée à un tel transfert par délibération du 21 mars 2017 ;

Que dès lors il n'avait pas été possible, antérieurement à la première échéance fixée par la loi - à savoir le 27 mars 2017, de transférer la compétence PLU(I) à la COBAS ;

Que récemment les conseils municipaux et communautaire ont été réinstallés, suite aux élections municipales et communautaires des 15 mars et 28 juin 2020 ;

Que l'article 136-II précité dispose que la compétence en matière de PLU relèvera de l'exercice de plein droit de la COBAS dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (soit le 1<sup>er</sup> jour de l'année suivant l'élection de la Présidente de la COBAS), sauf opposition des communes ;

Qu'en l'occurrence les communes de La Teste de Buch, Gujan-Mestras, Le Teich et Arcachon se sont opposées à nouveau et unanimement à un tel transfert, par délibérations respectives du 24 septembre 2020 et des 1<sup>er</sup>, 15 et 22 octobre 2020, jointes en annexe ;

Que parmi les motifs invoqués pour s'opposer à un tel transfert, il a été mis en exergue le fait que *des politiques sont déjà partagées au sein de l'agglomération en termes d'habitat (Programme Local de l'Habitat) ou de déplacement (Plan de Déplacement Urbain) et s'imposent aux documents d'urbanisme de chaque ville à l'occasion de leur élaboration ou de leur mise à jour. Et d'ajouter qu'il n'apparaît cependant pas opportun, en l'état des documents d'urbanisme opposables de chacune des communes composant la COBAS, dont certains sont en révision ou en modification, et à défaut d'un Schéma de Cohérence Territoriale approuvé et couvrant le territoire, de laisser ce transfert se faire de manière automatique dans l'immédiat ;*

Que par conséquent et pour les motifs précités, il convient de prendre acte de l'opposition unanime des communes membres, représentant l'entière population, au transfert de plein droit à la COBAS de la compétence en matière de PLU, conformément aux dispositions de l'article 136-II de la loi ALUR ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 dite loi ALUR et notamment son article 136-II,

VU l'avis favorable du Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Habitat et Cohésion Sociale en date du 28 octobre 2020,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :



Conseil Communautaire du 5 novembre 2020

- **PRENDRE ACTE** de l'opposition unanime des communes membres, représentant l'entière population, au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la COBAS, conformément aux dispositions du II de l'article 136 de la susvisée loi ALUR.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus

**Le Conseil PREND ACTE**

Et ont signé les membres présents

Pour extrait certifié conforme

Arcachon, le 6 novembre 2020

Marie-Hélène DES ESGAULX

PRÉSIDENTE de la COBAS

